

**Affaire suivie par :** Emilie DE BORTOLI

Vesoul, le 15 novembre 2024

Unité interdépartementale 25/70/90

Tél : 03 84 58 82 38

Courriel : [emilie.debortoli@developpement-durable.gouv.fr](mailto:emilie.debortoli@developpement-durable.gouv.fr)

N/réf.: UID257090/SPR/EDB 2024 – 1115A

<b>OBJET :</b>	Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) – régularisation et modification des conditions d'exploitation de l'installation de stockage de déchets métalliques de la société Fers et Métaux sur la commune de Fougerolles-Saint-Valbert.

### **Rapport de l'inspection de l'environnement (installations classées)**

Par courriel du 12 octobre 2022, la société Fers et Métaux a déposé un dossier de porter à connaissance pour augmenter les capacités de transit et regroupement de son installation pour le stockage des batteries. Un second dossier de porter à connaissance a été déposé le 30 mars 2023, complété le 28 septembre 2023, afin de préciser le premier le dossier de 2022 et régulariser la situation administrative du site suite au rapport de visite de l'inspection des installations classées du 19 octobre 2022.

Les modifications sollicitées ont nécessité d'organiser une participation du public par voie électronique de 15 jours selon les modalités de l'article L.123-19-2 du code de l'environnement.

Le présent rapport a pour objet la prise en compte de ces observations ainsi que la proposition à Monsieur le Préfet d'encadrer ces modifications par un arrêté préfectoral complémentaire après passage au CODERST.

## **1 – PRÉSENTATION**

### **1.1 Description de l'activité et du projet**

La société Fers et Métaux exploite sur la commune de Fougerolles-Saint-Valbert, 29 Place de la Gare, une installation de récupération de déchets ferreux et non ferreux. Les installations sont autorisées et réglementées par l'arrêté préfectoral n°2516 du 23 décembre 2011.

Le 12 octobre 2022 et le 30 mars 2023, la société Fers et Métaux a déposé des dossiers de porter à connaissance en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ayant pour objet l'augmentation de certaines activités et la régularisation administrative du site.

Le projet consiste à :

- Régulariser l'extension du site sur les parcelles AD-31, AD-208, AD-217, AD-219, AE-90,
- Régulariser l'activité de regroupement et de transit de batteries usagées (rubrique 2718),

- Demander un aménagement à l'article 13 IV alinéa 3 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 concernant la hauteur de certains stocks de déchets ferreux,
- Régulariser l'activité de transit et regroupement de déchets non dangereux (rubrique 2716),
- Porter à la connaissance du Préfet les travaux de mise en conformité réalisés sur le site sur les thématiques suivantes :
  - travaux réalisés et prévus pour la réduction des émissions sonores ;
  - travaux d'imperméabilisation des zones d'entreposage des déchets ;
  - gestion du risque incendie avec l'évaluation des besoins en eau et des capacités de rétention nécessaires en cas d'incendie.

## 1.2 Installations classées et régime

L'installation est actuellement autorisée pour certaines rubriques, les changements de nomenclature et les projets/modifications du site engendrent les modifications de classement suivantes :

Rubriques autorisées par l'arrêté du 23/12/2011	Projet de modification et rubriques ICPE associées	Evolution
2712-1 : Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage : surface de 1000 m <sup>2</sup>  Régime A	2712-1 : Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage : surface de 150 m <sup>2</sup>  Régime E	Diminution de la surface dédiée au stockage de véhicules hors d'usage.  Modification de la nomenclature avec suppression du régime A en faveur du E.
2713-1 : Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux : surface de 20 000 m <sup>2</sup>  Régime A	2713-1 : Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux : surface de 20 000 m <sup>2</sup>  Régime E	Pas de modification de l'activité.  Modification de la nomenclature avec suppression du régime A en faveur du E.
2714-1 : Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois : 1500 m <sup>3</sup>	2714-1 : Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois : 1000 m <sup>3</sup>	Diminution de la quantité de déchets valorisables (papiers, cartons, plastiques, bois) en transit sur le site.  Modification de la nomenclature avec suppression du régime A en faveur du E.

Régime A	Régime E	
<p>1432-2-b : Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables : 22 m<sup>3</sup></p> <p>Régime DC</p>	<p>4734-2-c : Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : cuves de gasoil et fioul avec un total de 70 tonnes</p> <p>Régime DC</p>	<p>Augmentation de la quantité stockée mais toujours sous le seuil de la déclaration (&lt;100t d'essence ou 500 t au total)</p> <p>Suppression de la rubrique 1432, antériorité pour la rubrique 4734.</p>
	<p>1434-1-b : Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 5 m<sup>3</sup>/h, mais inférieur à 100 m<sup>3</sup>/h</p> <p>Régime DC</p>	<p>Mise à jour administrative pour l'installation de distribution de GNR.</p>
<p>2560-2 : Travail mécanique des métaux et alliages : 450 kW (presse-cisaille)</p> <p>Régime D</p>	<p>2791-1 : Installation de traitement de déchets non dangereux : presse-cisaille et broyeur à métaux avec quantité de déchets traités &gt; 10t/j</p> <p>Régime A</p>	<p>Mise à jour administrative.</p> <p>Modification de rubrique pour la presse-cisaille. Mise à jour suite au porter à connaissance de 2016 pour le broyeur (rapport CODERST 10/12/2018 – agrément broyeur, AP agrément broyeur du 6 avril 2019).</p>
<p>2718-2 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux</p> <p>Régime DC</p>	<p>2718-1 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux : 90 tonnes de batteries et 1 tonne de déchets industriels spéciaux</p> <p>Régime A</p>	<p>Augmentation de la quantité de batteries stockée sur le site qui fait passer l'activité sous le régime de l'autorisation.</p>
	<p>2710-1-b : Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces</p>	<p>Régularisation de la rubrique pour intégrer les batteries apportées par les particuliers.</p>

	<p>déchets</p> <p>1. Dans le cas de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant de 6 tonnes.</p> <p>Régime DC</p>	
	<p>2716-2 : Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes : 300 m<sup>3</sup> de DIB non valorisables</p> <p>Régime DC</p>	Régularisation de la rubrique.
	<p>3532 : Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour : broyeur à métaux avec quantité traitée &gt; à 75 t/j</p> <p>Régime A (IED)</p>	<p>Mise à jour administrative.</p> <p>Antériorité : rapport UDHSCSD/PR/BB/VA 2017-0102B de l'inspection des installations classées du 2 janvier 2017</p>

Régime : (A) autorisation ; (E) enregistrement ; (DC) déclaration avec contrôle ; (IED) Directive sur les émissions industrielles.

## 1.2 Implantation et environnement du site

Le site est localisé :

- au centre de la commune de Fougerolles-Saint-Valbert ;
- il est constitué d'un terrain de 54 000 m<sup>2</sup> coupé en deux par une voie ferrée désaffectée ;
- les parcelles exploitées sont localisées en zone UY du PLU dédiée aux constructions et installations à usage économique. Une partie réduite d'une parcelle (la 217) est localisée en zone Ue (habitat) mais n'est pas utilisée pour une activité ICPE mais comme parking pour le personnel et les visiteurs ;
- les premières habitations sont situées à moins de 100 m du site ;
- le site est localisé à côté d'un site SEVESO seuil bas (Grandes Distilleries Peureux) qui se situe en limite Est du site ;
- le Nord du site est longé par la rivière la Combeauté.

## **2 – ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

### **2.1 – Caractère complet et régulier du dossier**

Un premier dossier de porter à connaissance a été déposé le 12 octobre 2022 pour l'augmentation des capacités de transit et de regroupement de batteries sur le site (passage du seuil de la déclaration à l'autorisation). Cette demande (rubrique 2718) a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas (CERFA n°14734\*03) transmise le 14/12/2022 et complétée le 05/01/2023. Cette demande a fait l'objet d'une décision en date du 8 février 2023 concluant à la non soumission du projet à évaluation environnementale.

Un second dossier de porter à connaissance a été déposé le 30 mars 2023, complété le 28 septembre 2023, afin de compléter le premier le dossier de 2022 et régulariser la situation administrative du site suite au rapport de visite de l'inspection des installations classées du 19 octobre 2022.

Une version consolidée de ces dossiers a été transmise par courriel du 16 octobre 2023.

**Les éléments du dossier sont suffisamment développés pour permettre d'apprécier l'impact du projet au regard de son environnement.**

### **2.2 – Analyse du projet d'extension**

L'examen du caractère substantiel des modifications projetées s'apprécie au regard des dispositions de l'article R. 181-46-I du code de l'environnement :

*« I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :*

*1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;*

*2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;*

*3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.*

*La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. »*

#### **2.2.1 – Examen au regard de l'article R 181-46-I.1°**

Comme vu précédemment, le projet nécessite un examen au cas par cas.

L'examen au cas par cas du projet de modification a conduit à un arrêté portant décision d'examen au cas par cas du 8 février 2023 pour le projet de création d'une aire de stockage et de transit de batteries usagées sur la commune de Fougerolles-Saint-Valbert : le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale.

### 2.2.2 – Examen au regard de l'article R 181-46-I.2°

Aucun arrêté ministériel ne fixe ce type de seuils ou critères à ce jour, suite à l'abrogation de l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 (NOR : DEVP0924342A) par l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 (NOR : TREP1935133A).

### 2.2.3 – Examen au regard de l'article R 181-46-I.3°

Les modifications et travaux envisagés par la présente demande ont été analysés et ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés au L181-3 du code de l'environnement.

#### Impact environnemental

- Augmentation du stockage de batteries :

L'augmentation du volume de stockage de batteries se fait dans des conditions permettant de prévenir les pollutions des sols et des eaux souterraines : stockage des batteries (au plomb, pas de lithium) dans des bacs d'environ 1m<sup>3</sup> étanches avec couvercle. Ces bacs sont entreposés sur une surface imperméabilisée et à l'abri des intempéries.

- demande d'aménagement à l'article 13 IV alinéa 3 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 concernant la hauteur de certains stocks de déchets ferreux.

L'article 13 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 dispose que « la hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres ».

L'inspection des installations a constaté lors de sa visite du 19/10/2022 que certains stocks de déchets sont entreposés à moins de 100 mètres de bâtiments à usage d'habitation et mesuraient 6 mètres de hauteur au lieu de 3 mètres.

Dans le cadre de sa régularisation, l'exploitant sollicite un aménagement à la prescription pour les stocks A et B. Le plan ci-dessous reprend les stocks de métaux sensibles, c'est-à-dire situés à moins de 100 mètres des zones à usage d'habitation (au Sud du site).



Extrait du dossier de porter à connaissance 23-041 d'octobre 2023

Dans son dossier l'exploitant s'est engagé à diminuer la hauteur à 3 mètres du stock D et supprimer les stocks C et E.

Concernant le stock A, il s'agit d'un stock d'acier inoxydable dont la valeur économique est relativement forte. L'exploitant souhaite maintenir un stock tampon suffisant sur son site afin d'absorber la volatilité des prix de l'inox qui impacte la demande des sidérurgistes et donc les ventes. Maintenir un stock tampon suffisant permet de lisser les ventes sur l'année en fonction des fluctuations de prix. La place sur le site étant restreinte, il n'est pas possible de l'étaler et nécessite donc d'être une hauteur de 6 mètres. Afin de limiter l'impact paysager, l'exploitant propose en mesure compensatoire de diminuer à 3 mètres la partie de ce stock visible depuis la route et les habitations (partie Ouest du stock). Les autres parties du stock ne sont pas visibles car cachées par le bâtiment de l'ancienne gare. Ces mesures de compensation permettent d'atteindre l'objectif d'intégration paysagère de la prescription ministérielle.

Concernant le stock B, il s'agit d'un stock de ferraille cisailée avec des demandes de livraison de quantités importantes pouvant être relativement espacées dans le temps. Ce stock B, actuellement d'une hauteur de 6 mètres, n'est pas visible depuis la route ou les habitations à moins de 100 mètres. L'objectif d'intégration paysagère est donc atteint sans mesure de compensation, du simple fait de la topographie du site, de la présence d'un mur en limite de site et de l'implantation du stock par rapport aux habitations.

Considérant l'absence d'impact paysager sur les habitations à moins de 100 mètres des stocks concernés par la demande d'aménagement, l'inspection propose de donner une suite favorable à la demande d'aménagement de la prescription du 3<sup>e</sup> alinéa du IV de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 qui dispose :

« [...] la hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres . »

par le remplacement par la disposition suivante :

*« La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.*

*Cette limitation de 3 mètres ne s'applique pas aux stocks A et B matérialisés sur le plan en annexe 3 du présent arrêté, sous réserve qu'ils ne soient pas visibles depuis les points de vue au Sud du site et notamment depuis la rue de la Gare et les habitations. Les parties visibles depuis la rue sont maintenues à une hauteur maximale de 3 mètres.*

*Afin de favoriser l'intégration paysagère du site, le stock A n'est pas visible depuis la place de la Libération. L'exploitant détermine les moyens permettant de vérifier la hauteur réglementaire. »*

- Régularisation des parcelles non autorisées

Lors de l'inspection du 19 octobre 2022, il a été constaté que certaines parcelles du site d'exploitation ICPE ne faisaient pas partie du périmètre autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 décembre 2011.

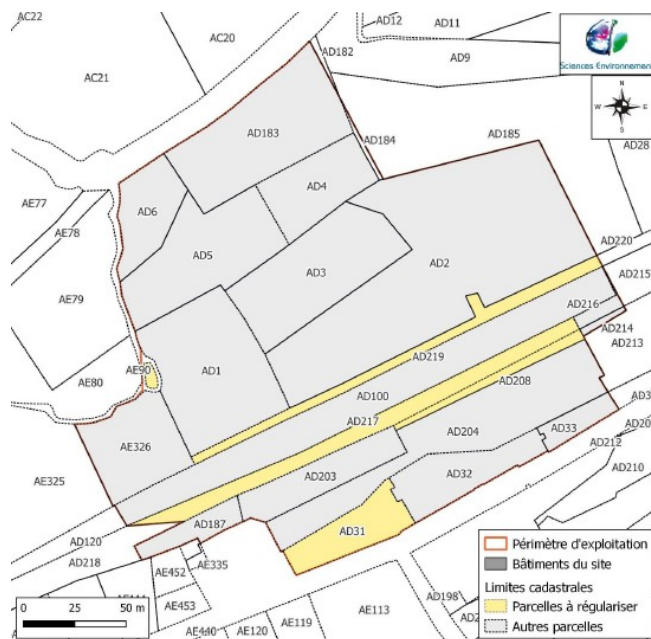
L'exploitant a dès lors sollicité la régularisation administrative des parcelles matérialisées en jaune sur le plan ci-dessous. Ces parcelles représentent une surface totale de 4079 m<sup>2</sup>.

Les parcelles AD-219, AD-217 et AD-208 sont utilisées comme zones de circulation et d'entreposage des déchets métalliques.

La parcelle AE-90 est située sous le bâtiment administratif existant. Et la parcelle AD31 est utilisée pour le stockage temporaire de bennes de transport.

L'imperméabilisation des surfaces dédiées au stockage de déchets sur ces parcelles permet de prévenir les risques de pollution des sols et des eaux souterraines.

L'exploitant a communiqué les justificatifs de maîtrise foncières sur ces parcelles, l'avis du maire sur l'usage futur ainsi que les justificatifs de compatibilité aux documents d'urbanisme en vigueur.



Extrait du dossier de porter à connaissance 23-041 d'octobre 2023

- Travaux et aménagements réalisés dans le cadre de la mise en conformité vis-à-vis des arrêtés ministériels applicables

Le porter à connaissance mentionne la réalisation de travaux d'imperméabilisation des surfaces de stockage des déchets non encore imperméabilisées. Ces travaux constituent des mesures de protection des sols et des eaux souterraines contre les pollutions liées aux eaux pluviales de ruissellement susceptibles d'être polluées. Les eaux pluviales ruisselant sur ces surfaces nouvellement imperméabilisées seront traitées dans des séparateurs hydrocarbures correctement dimensionnés et entretenus annuellement. Les rejets aqueux du site font l'objet de la surveillance prévue par les arrêtés ministériels applicables pour les activités du site.

L'avis de la cellule eau de la Direction Départementale de la Haute-Saône a été sollicité dans le cadre de ce dossier. Un avis en date du 12 janvier 2024 a été émis (en annexe 1). L'enjeu principal identifié par la DDT est la protection de la rivière la Combeauté qui dispose d'un statut de protection élevé du fait de son classement en très bon état écologique. La DDT propose donc une analyse eau brute + sédiments en amont du premier point de rejet dans le ruisseau la Combeauté et en aval du dernier point de rejet. Ces analyses devront être réalisées sur l'ensemble des paramètres du secteur d'activité identifiés dans l'article 17 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement pour 2711, 2713, 2714, 2716 (métaux, hydrocarbures...) ainsi que sur les PCB. En cas d'élévation des concentrations entre l'amont et l'aval, l'exploitant devra réaliser des prélèvements plus précis au droit de chaque point de rejet afin de cibler l'éventuel rejet problématique. Sur la base de ce constat, il devra proposer les mesures correctives



appropriées pour que ses rejets ne soient plus susceptibles de déclasser la masse d'eau. En cas d'accroissement de la concentration d'un ou plusieurs paramètres de l'amont vers l'aval, il conviendra de renouveler cette analyse annuellement.  
Ces éléments seront repris dans un arrêté de prescriptions complémentaire.

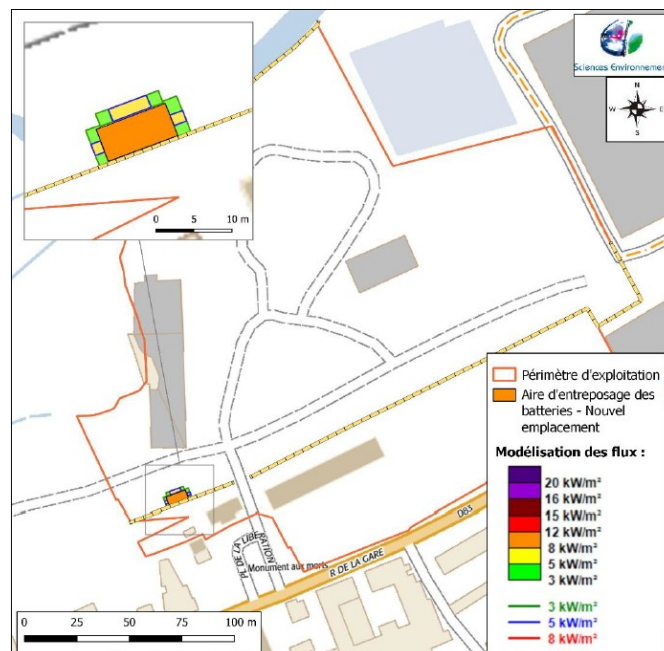
Les autres éléments du dossier concernent les travaux déjà réalisés pour diminuer les nuisances sonores sur le site et les travaux envisagés pour continuer à l'atténuer. Parmi ces travaux figure la création d'un mur anti-bruit en limites Nord et Sud du site. Les mesures de bruit déjà réalisées sur le site mettaient en avant des dépassements dans la zone à émergence réglementée située au Nord du Site ainsi qu'en limite Nord. Le mur anti-bruit prioritaire est donc celui situé en partie Nord. Le projet consiste à mettre en place une clôture composée de panneaux de bardage métallique acoustiques d'une hauteur totale de 11 mètres sur une longueur totale de 110 mètres au Nord et 300 mètres au Sud. Ces travaux vont dans le sens d'une amélioration des conditions de vie du voisinage et n'engendrent pas d'impacts environnementaux supplémentaires.

- **Risques technologiques**

L'augmentation du volume de stockage des batteries doit également être analysé au regard des risques technologiques et notamment du risque incendie.

La zone de stockage sera située au Sud-Ouest du site, à gauche de l'entrée. Les batteries seront stockées sur une plateforme étanche, sous un auvent et contre un mur en béton de 5m de hauteur.

La modélisation des flux thermiques de cette zone de stockage ne fait pas apparaître d'effets létaux (5 et 8 kW/m<sup>2</sup>) à l'extérieur du site, ni d'effet dominos. Il est à noter que seules des batteries au plomb sont entreposées sur le site, le risque d'emballement thermique de batteries au lithium est dès lors écarté.



Extrait du dossier de porter à connaissance 23-041 d'octobre 2023

Les moyens de défense extérieure contre l'incendie (DECI) sont constitués d'un poteau incendie public situé à moins de 100 mètres de l'entrée du site (au sud) ayant un débit de 110 m<sup>3</sup>/h et d'une aire d'aspiration avec installation fixe au niveau de la rivière la Combeauté au Nord du site permettant d'assurer un débit de 120 m<sup>3</sup>/h. La DECI permet donc un débit de 230 m<sup>3</sup>/h.

Le dimensionnement des besoins en eau « D9 » du site précisé dans le dossier de l'exploitant requiert un débit de 60 m<sup>3</sup>/h durant 3 heures soit 180 m<sup>3</sup>.

La DECI du site est donc suffisante.

Le confinement des eaux d'extinction est assuré par la collecte des eaux au centre de la plateforme grâce aux pentes des surfaces imperméabilisées après fermeture des vannes d'isolement au niveau des séparateurs-hydrocarbures. Le volume total d'eaux d'extinction (basé sur le calcul D9A) est de 390 m<sup>3</sup>. Le volume effectivement disponible sur le site est de 589 m<sup>3</sup> (capacité de stockage à partir du point bas et des surfaces par secteurs).

L'avis du Service d'Incendie et de Secours (SDIS) de Haute-Saône a été sollicité sur le porter à connaissance et notamment sur la défense incendie du site. Le SDIS a réalisé une analyse des risques portant sur le dossier déposé et sur une visite terrain en date du 8 décembre 2023. Le SDIS a formulé un avis en date du 19 décembre 2023 qui conclut (avis en annexe 2) :

*« Au regard des éléments décrits et de ceux détaillés dans le dossier du porter à connaissance, les mesures prises et les moyens à mettre en œuvre, en parallèle des risques potentiels, sont adaptés et suffisants. L'accès aux différentes zones du site doit être effectif en tout temps. De plus, l'accès à la plateforme de mise en aspiration doit être libre de tout stockage afin de faciliter la manœuvre de mise en aspiration dans la Combeauté ».*

- **Synthèse**

**Au regard des impacts du projet exposés ci-dessus ainsi que des mesures destinées à éviter, réduire ou compenser les effets négatifs, l'Inspection considère que la modification n'est pas substantielle au sens de l'article R. 181-46-I du code de l'environnement.**

### **3 – OBSERVATIONS DU PUBLIC**

La demande a été portée à la connaissance du public du 2 mai 2024 au 16 mai 2024 par arrêté préfectoral n° 70-2024-04-09-00003 du 9 avril 2024 portant ouverture d'une participation du public par voie électronique.

L'avis annonçant l'ouverture de cette participation du public par voie électronique a fait l'objet des voies d'affichage réglementaires, d'une mise en ligne sur le site de la Préfecture de Haute-Saône, et a été publié par voie de presse dans l'Est Républicain et les Affiches de la Haute-Saône.

28 observations ont été formulées par voie électronique :

- 23 avis sont défavorables
- 4 avis sont favorables
- 1 contribution n'exprimant pas d'avis clairement défini.

Les thématiques abordées dans ces observations sont les suivantes :

- Enjeux paysagers : 14 observations

Les observations recueillies mettent en avant l'impact paysager et esthétique du mur anti-bruit prévu par l'exploitant ainsi que l'impact paysager des stocks de déchets métalliques au cœur du village.

Concernant le mur anti-bruit, seul celui prévu au Nord du site fera l'objet d'une prescription car permettant de diminuer l'impact sonore du site sur les habitations au Nord du site. Ce mur permettra également de camoufler les activités pour ces habitations.

Le mur prévu au Sud du site n'est pas requis pour le respect de la réglementation des installations classées, il reste du ressort de la police de l'urbanisme. L'inspection rappelle que le mur anti-bruit a fait l'objet d'un permis de construire en date du 11 janvier 2024 assorti de réserves pour le mur prévu au Sud.

Concernant l'impact paysager des stocks de déchets, leur hauteur est encadrée par la réglementation des installations classées. S'agissant de l'absence d'impact paysager sur les habitations à moins de 100 mètres des stocks concernés par la demande d'aménagement, l'inspection propose de donner une suite favorable à la demande d'aménagement de la prescription du 3<sup>e</sup> alinéa du IV de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 qui dispose :

« [...] la hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres . »

par le remplacement par la disposition suivante :

*« La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.*

*Cette limitation de 3 mètres ne s'applique pas aux stocks A et B matérialisés sur le plan en annexe 3 du présent arrêté, sous réserve qu'ils ne soient pas visibles depuis les points de vue au Sud du site et notamment depuis la rue de la Gare et les habitations. Les parties visibles depuis la rue sont maintenues à une hauteur maximale de 3 mètres.*

*Afin de favoriser l'intégration paysagère du site, le stock A n'est pas visible depuis la place de la Libération. L'exploitant détermine les moyens permettant de vérifier la hauteur réglementaire. »*

Cette prescription permettra d'encadrer l'impact paysager des stocks au Sud du site.

- Enjeux liés aux nuisances sonores : 15

Les observations recueillies mettent en avant les nuisances sonores liées aux activités du site.

Il a effectivement été constaté lors des dernières visites de l'inspection des dépassements des valeurs limites d'émission en zone à émergence réglementée au Nord du site.

L'exploitant a déjà réalisé quelques travaux pour diminuer le bruit du broyeur et de la cisaille et propose en complément de construire un mur anti-bruit en limite Nord du site. L'arrêté préfectoral complémentaire présenté prévoit la réalisation d'une mesure de bruit afin de s'assurer du non dépassement des valeurs limites réglementaires. En cas de dépassements persistants, il s'agira d'un non-respect de mise en demeure qui pourra aboutir à la prise de sanctions administratives et pénales.

De plus, une surveillance renforcée des émissions sonores sera prescrite.

- Enjeux liés au trafic routier : 8

Les observations recueillies mettent en avant la circulation des camions au centre-ville.

Les modifications proposées par l'exploitant n'induisent pas d'impact sur le trafic autre que celui déjà présent et qui a fait l'objet d'une étude d'impact au moment de l'autorisation initiale.

- Enjeux liés à la qualité des sols et des eaux : 11

Les observations recueillies mettent en avant la pollution des sols par l'entreposage des déchets métalliques sur des zones non imperméabilisées ainsi que la pollution des eaux de la rivière la Combeauté par le ruissellement des eaux de pluie sur les déchets.

La régularisation de l'exploitant a pour objectif d'imperméabiliser les surfaces où sont entreposés des déchets afin d'empêcher les transferts d'éventuels polluants dans les sols et eaux souterraines. En cas de cessation d'activité, le code de l'environnement prévoit la réalisation d'un diagnostic de sol afin de déterminer les pollutions en place et prévoir la dépollution du site pour qu'il soit rendu compatible avec les usages prévus.

Concernant les rejets aqueux, les eaux pluviales qui ruissellent sur les stocks de déchets métalliques sont collectées et traitées par un dispositif déboureur-déshuileur entretenu à minima annuellement. De plus, des analyses d'eau en sortie des dispositifs de traitement sont prescrites afin de s'assurer du bon fonctionnement de ceux-ci. Les rejets aqueux du site font donc l'objet de la surveillance prévue par les arrêtés ministériels applicables pour les activités du site.

Dans son avis du 12 janvier 2024, la DDT a préconisé une analyse eau brute + sédiments en amont du premier point de rejet dans le ruisseau la Combeauté et en aval du dernier point de rejet. Ces analyses devront être réalisées sur l'ensemble des paramètres du secteur d'activité identifiés dans l'article 17 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement pour 2711, 2713, 2714, 2716 (métaux, hydrocarbures...) ainsi que sur les PCB. En cas d'élévation des concentrations entre l'amont et l'aval, l'exploitant devra réaliser des prélèvements plus précis au droit de chaque point de rejet afin de cibler l'éventuel rejet problématique. Sur la base de ce constat, il devra proposer les mesures correctives appropriées pour que ses rejets ne soient plus susceptibles de déclasser la masse d'eau. En cas d'accroissement de la concentration d'un ou plusieurs paramètres de l'amont vers l'aval, il conviendra de renouveler cette analyse annuellement.

Ces éléments sont repris dans le projet d'arrêté de prescriptions complémentaire.

- Enjeux liés à l'air : 4

Les observations recueillies mettent en avant des événements d'émanation de fumées et explosions en sortie du broyeur.

Il s'agit d'incidents suite à des livraisons de déchets non-conformes qui ont fait l'objet de déclaration d'incident de l'exploitant auprès de l'inspection. L'exploitant doit à ce titre renforcer sa vigilance.

Les modifications proposées par l'exploitant n'induisent pas d'impact supplémentaire sur les rejets atmosphériques. Quant aux rejets atmosphériques du broyeur, ils font l'objet d'un traitement par filtre et des analyses sont réalisées conformément à la réglementation en vigueur.

#### **4 - CONCLUSION ET PROPOSITIONS**

En référence au dossier de modifications des conditions d'exploiter et de régularisation transmis par l'exploitant et à l'analyse synthétisée dans le présent rapport, la modification examinée ici est non substantielle, en application de l'article R. 181-46-I du code de l'environnement. Elle ne nécessite pas d'évaluation environnementale préalable.

L'inspection des installations classées propose de fixer les prescriptions que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement rend nécessaire, par arrêté préfectoral complémentaire pris suivant les dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Ce projet d'arrêté a pour objet notamment :

- la mise à jour de la situation administrative (classement ICPE) ;
- la mise à jour du périmètre ICPE ;
- les conditions d'entreposage des batteries ;
- l'intégration paysagère des stockages de déchets ;
- la protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques ;
- la prévention de la pollution atmosphérique ;
- la prévention des nuisances sonores ;
- la prévention des risques technologiques.

Compte tenu des enjeux présents, il est proposé de recueillir l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

L'exploitant a été consulté sur le projet d'arrêté et ses remarques ont été prises en compte dans la version jointe.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Haute-Saône de soumettre, le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint à l'avis des membres du CODERST.

Rédacteur	Validateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement	L'inspecteur de l'environnement	Le chef de l'unité inter départementale 25/70/90, ou son adjoint(e)